

## Evolution bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2012

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Après une légère amélioration de la situation économique mondiale au cours du troisième trimestre 2012, favorisée par une activité plus forte dans les pays émergents et aux Etats-Unis, la croissance ne s'est pas poursuivie sur les trois derniers mois de l'année. Selon les projections du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale devrait atteindre 3,5 % sur l'année 2013, contre 3,2 % en 2012.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. En France notamment, le taux de croissance affiche un repli de 0,3 % sur le trimestre.

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeuraient orientés à la baisse.

Il a également indiqué que les contreparties de l'Eurosystème ont remboursé 140,6 milliards d'euros sur les 489,2 milliards obtenus dans le cadre de la première des deux opérations de refinancement à trois ans, qui avaient été lancées par la BCE en décembre 2011 et mars 2012. Il a souligné que cela reflète l'amélioration de la confiance des marchés financiers.

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique a marqué le pas au quatrième trimestre en Nouvelle-Calédonie. L'évolution de la plupart des indicateurs confirme le ralentissement conjoncturel. Le marché du travail présente des signes d'essoufflement. La consommation des ménages stagne, alors que la hausse des prix s'atténue. En revanche, l'investissement des entreprises se poursuit, malgré le manque de confiance affiché par les professionnels à moyen terme. Dans ce contexte morose, la profession bancaire a néanmoins continué de répondre aux besoins de financement de l'économie, avec un rythme cependant ralenti, mais avec une sinistralité toujours faible.

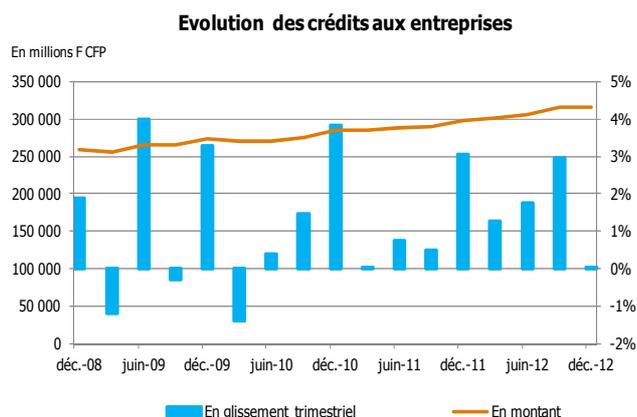
#### Moindre croissance des crédits en fin d'année

La conjoncture monétaire et financière du quatrième trimestre 2012 est caractérisée par une progression modérée des encours de crédits octroyés par les établissements locaux : +0,8 %, après +1,8 % au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2012, la croissance reste soutenue (+4,7 %).

#### Ralentissement des crédits aux entreprises

**L'encours des crédits aux entreprises** stagne au quatrième trimestre. Les crédits d'investissement augmentent légèrement (+1,0 %, après +1,5 % le trimestre précédent), en lien avec un attentisme croissant des entrepreneurs. L'encours des crédits d'exploitation se replie (-3,0 %, après +4,7 %), avec la chute des comptes ordinaires débiteurs (-7,7 %).

Sur un an, le financement des entreprises reste cependant dynamique (+6,1 %, contre +4,3 % en 2011). Les crédits d'exploitation augmentent de 10,3 %, avec la hausse des comptes ordinaires débiteurs (+22,2 %), et les crédits à l'investissement sont encore orientés favorablement (+3,9 %, après +5,4 %).



## Modération de la demande de financement des ménages

La **demande de financement** des ménages progresse modérément au quatrième trimestre (+0,9 %, après +1,2 % au trimestre précédent). Sur un an, le financement des ménages ralentit (+4,1 %, après +8,6 % en 2011).

La progression de l'encours des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des particuliers (80 % de l'encours total), atteint un rythme proche de celui du trimestre précédent (+1,1 %, contre +0,9 %). L'encours des crédits à l'habitat ne progressant plus que de 4,1 % en 2012 (contre +9,4 % un an auparavant). L'investissement immobilier est moins bien orienté que les années précédentes. La demande s'infléchit, en raison d'un attentisme croissant des ménages, tandis que l'offre est pénalisée par la chute du marché de la défiscalisation.

En lien avec une consommation mitigée, l'encours des crédits à la consommation progresse moins fortement qu'au troisième trimestre (+0,3 %, contre +1,7 %). Sur l'ensemble de l'année 2012, la croissance de l'encours reste modérée comparativement à la croissance enregistrée en 2011 (+2,6 %, contre +4,7 %).

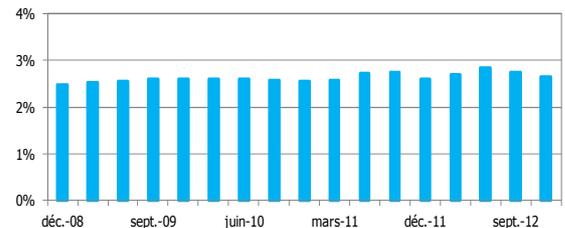
## Les crédits aux collectivités locales se redressent

L'encours des **crédits aux collectivités locales** augmente significativement sur le trimestre (+11,4 %), stimulé par la hausse des crédits d'investissement (+8,9 %), alors que cet encours était quasiment stable depuis deux trimestres.

## Une sinistralité toujours contenue

Le portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux reste sain, avec un taux de **créances douteuses brutes** stable à 2,7 %. Le taux de provisionnement s'accroît (64,6 % ; +1,7 point). Les créances douteuses brutes reculent sur le trimestre (-2,0 %), mais s'inscrivent en progression sur un an (+6,8 %).

Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



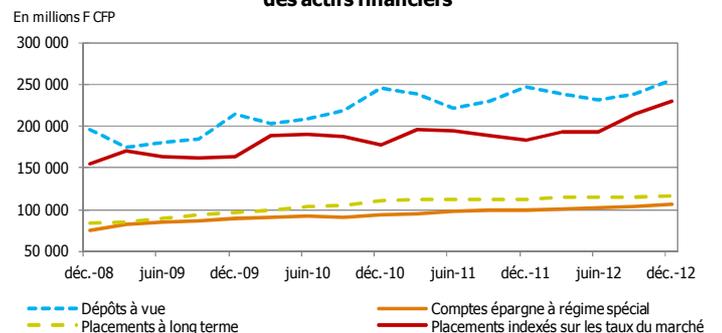
## Progression soutenue des dépôts

La hausse des **actifs financiers collectés par le système bancaire local** s'est poursuivie au quatrième trimestre 2012 (+38,4 milliards de F CFP, soit +7,2 %, après +6,3 % au trimestre précédent). Ils atteignent 570 milliards de F CFP, en progression de 13 % sur un an.

L'évolution des **placements indexés sur les taux du marché** (+20,7 milliards de F CFP, soit +10,2 %) explique majoritairement cette augmentation, notamment celle des dépôts à terme (+16 milliards de F CFP, +8,0 %).

Les **dépôts à vue** sont également bien orientés, pour le deuxième trimestre consécutif (+16,5 milliards de F CFP, soit +6,9 %, après +3,3 % le trimestre précédent).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



## Les autres placements auprès du système bancaire local

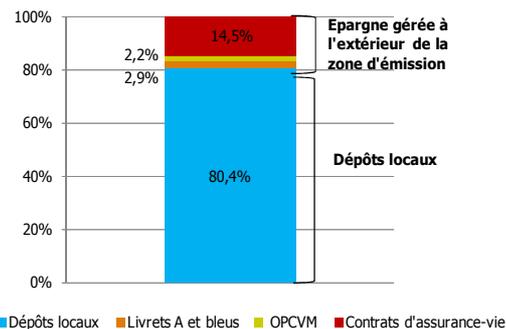
Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'autres types de placements, non transformables pour leur activité de financement.

Ces avoirs s'infléchissent légèrement sur le quatrième trimestre (-0,9 %), en raison d'une baisse sensible des OPCVM monétaires des ménages et des entreprises (-4,2 milliards de F CFP, -42 %). Ils s'élèvent à 139,2 milliards de F CFP, soit 19,6 % du total des actifs détenus par les agents économiques auprès du système bancaire local.

L'encours des livrets A et bleus continue de progresser (+5,7 % sur le trimestre, +17,0 % en glissement annuel), bénéficiant d'un taux de rémunération attractif (2,25 %, depuis le 1<sup>er</sup> août 2011) et d'un premier relèvement de plafond au 1<sup>er</sup> décembre 2012. L'encours des contrats d'assurance-vie (103 milliards de F CFP), progresse modérément (+1,6 % sur le trimestre, +3,1 % en glissement annuel).

Au final, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques accentuent leur progression au 4<sup>e</sup> trimestre (+5,5 % contre +4,9 % au trimestre précédent). La collecte des banques locales auprès des ménages ne s'accroît que légèrement ce trimestre (+1,3 %) contrairement aux entreprises (+10,1 %), et aux autres agents (+10,8 % sur trois mois). L'épargne des ménages augmente ainsi modérément sur l'année (+3,8 %), contrastant avec les évolutions plus dynamiques des années précédentes (+6,0 % en 2011, après +6,5 % en 2010). A fin 2012, la croissance des actifs financiers détenus par les néo-calédoniens restent toutefois soutenue (+10,5 %, contre +2,5 % un an auparavant).

Répartition des dépôts



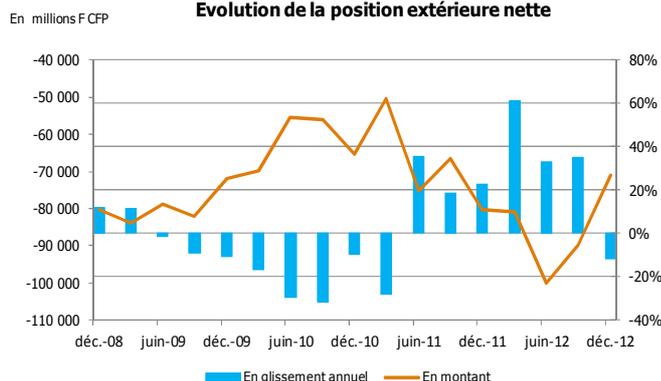
## Le solde emplois-ressources des établissements locaux s'améliore

### Une diminution de la position extérieure nette

Le système bancaire local affiche une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle de 32,5 milliards de F CFP, en raison d'une augmentation de la collecte de dépôts plus importante que la progression des crédits sur le trimestre (+7,3 % contre +0,8 %).

Parallèlement, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se contracte de 19 milliards de F CFP (-21,1 % sur le trimestre), pour se stabiliser à -71 milliards de F CFP au 31 décembre 2012. Sur un an, il s'est amélioré de 11,5 %.

Evolution de la position extérieure nette

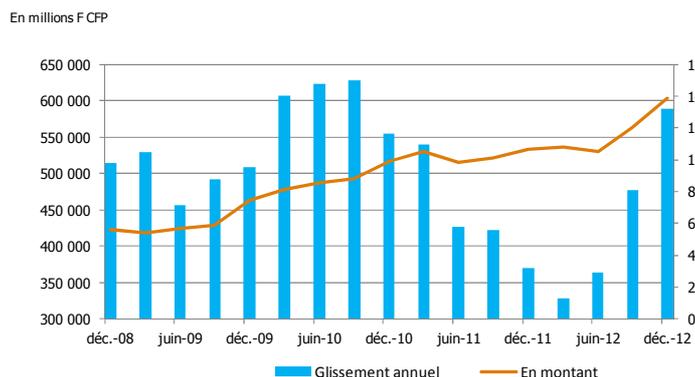


## La masse monétaire M3 poursuit son redressement amorcé depuis deux trimestres

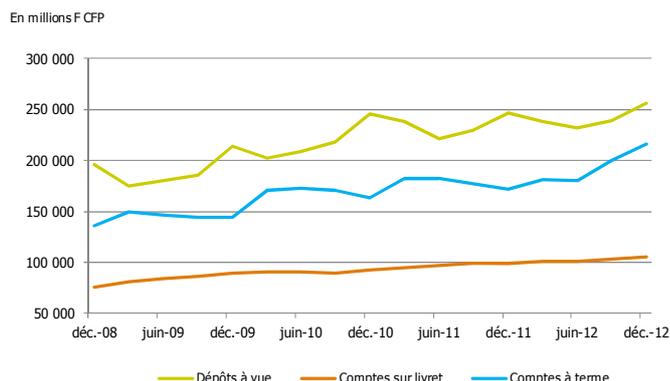
La croissance de M3 s'accélère, atteignant 7,3 % sur le quatrième trimestre 2012 après +6,2 % le trimestre précédent. Cette évolution concerne particulièrement l'agrégat étroit M1 (+6,9 %, après +3,3 %), sous l'influence de la forte augmentation des dépôts à vue (+6,9 %) et de la progression sensible de la circulation fiduciaire (+7,6 %, après +3,2 % au troisième trimestre).

La masse monétaire profite également de l'évolution favorable des dépôts à terme (+8,0 %), qui constituent 36 % de M3 et, dans une moindre mesure, des comptes sur livrets (+2,3 %).

Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire



# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques vont chercher des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

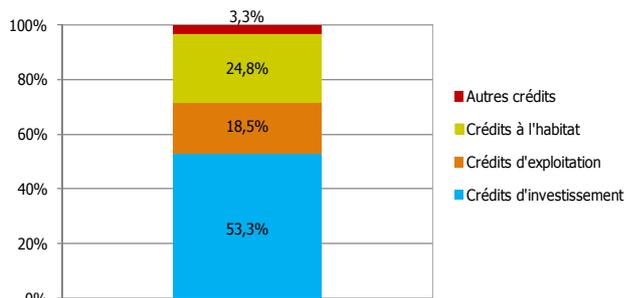
Au 31 décembre 2012, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques néo-calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient installés dans ou hors de la zone d'émission) s'établit à 956 milliards de F CFP, en hausse de 5,3 % sur un an. L'encours de crédits aux entreprises, bien que relativement stable au 4<sup>ème</sup> trimestre (+0,3 %), reste dynamique en glissement annuel (+7,2 %). Les crédits aux ménages progressent de 3,3 % sur l'année et de 1 % au quatrième trimestre. L'encours des collectivités locales atteint 60 milliards de F CFP à fin décembre 2012 (+11,4 % sur le trimestre et +5,4 % sur un an).

La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 27,8 % du total des engagements bruts. Elle est de 18,3 % sur les ménages et de 30,8 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est très forte puisqu'ils leur apportent 83,4 % de leur financement.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-08	déc.-09	déc.-10	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	déc.-12	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	13 626	14 106	14 666	15 931	15 070	15 620	16 119	17 351	7,6%	8,9%
<i>Billets</i>	<i>12 159</i>	<i>12 555</i>	<i>13 068</i>	<i>14 233</i>	<i>13 365</i>	<i>13 896</i>	<i>14 367</i>	<i>15 547</i>	8,2%	9,2%
<i>Pièces</i>	<i>1 467</i>	<i>1 551</i>	<i>1 598</i>	<i>1 698</i>	<i>1 705</i>	<i>1 724</i>	<i>1 752</i>	<i>1 804</i>	3,0%	6,2%
Dépôts à vue	196 491	214 179	245 223	246 501	238 603	231 457	239 208	255 688	6,9%	3,7%
<b>TOTAL M1</b>	<b>210 117</b>	<b>228 285</b>	<b>259 889</b>	<b>262 432</b>	<b>253 673</b>	<b>247 077</b>	<b>255 327</b>	<b>273 039</b>	<b>6,9%</b>	<b>4,0%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>75 850</b>	<b>89 902</b>	<b>93 205</b>	<b>99 559</b>	<b>101 317</b>	<b>101 619</b>	<b>103 812</b>	<b>106 202</b>	<b>2,3%</b>	<b>6,7%</b>
Comptes sur livrets	75 157	89 203	92 529	98 942	100 705	101 002	103 183	105 583	2,3%	6,7%
Comptes épargne logement	693	699	676	617	612	617	629	619	-1,6%	0,3%
<b>TOTAL M2</b>	<b>285 967</b>	<b>318 187</b>	<b>353 094</b>	<b>361 991</b>	<b>354 990</b>	<b>348 696</b>	<b>359 139</b>	<b>379 241</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,8%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>136 777</b>	<b>144 889</b>	<b>163 887</b>	<b>171 444</b>	<b>181 854</b>	<b>181 501</b>	<b>203 820</b>	<b>224 565</b>	<b>10,2%</b>	<b>31,0%</b>
Dépôts à terme	136 236	144 604	163 732	171 308	180 858	180 267	200 230	216 234	8,0%	26,2%
Bons de caisse	541	285	155	136	41	41	41	41	0,0%	-69,9%
<b>TOTAL M3</b>	<b>422 744</b>	<b>463 076</b>	<b>516 981</b>	<b>533 435</b>	<b>536 844</b>	<b>530 197</b>	<b>562 959</b>	<b>603 806</b>	<b>7,3%</b>	<b>13,2%</b>
<b>P1</b>	<b>4 303</b>	<b>4 189</b>	<b>4 004</b>	<b>3 883</b>	<b>3 858</b>	<b>3 839</b>	<b>3 731</b>	<b>3 640</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-6,3%</b>
Plans d'épargne logement	4 245	4 128	3 935	3 785	3 769	3 688	3 583	3 496	-2,4%	-7,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	58	61	69	98	89	151	148	144	-2,7%	46,9%
<b>M3+P1</b>	<b>427 047</b>	<b>467 265</b>	<b>520 985</b>	<b>537 318</b>	<b>540 702</b>	<b>534 036</b>	<b>566 690</b>	<b>607 446</b>	<b>7,2%</b>	<b>13,1%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-08	déc.-09	déc.-10	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	déc.-12	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>97 962</b>	<b>110 799</b>	<b>107 355</b>	<b>103 590</b>	<b>102 274</b>	<b>89 786</b>	<b>119 032</b>	<b>153 792</b>	<b>29,2%</b>	<b>48,5%</b>
Institut d'émission	25 795	35 886	35 454	36 986	35 182	32 972	45 595	54 549	19,6%	47,5%
Etablissements de crédit	72 167	74 913	71 901	66 604	67 092	56 814	73 437	99 243	35,1%	49,0%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>16 070</b>	<b>16 154</b>	<b>17 077</b>	<b>18 255</b>	<b>18 234</b>	<b>19 331</b>	<b>20 961</b>	<b>21 065</b>	<b>0,5%</b>	<b>15,4%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>308 712</b>	<b>336 123</b>	<b>392 549</b>	<b>411 590</b>	<b>416 336</b>	<b>421 080</b>	<b>422 966</b>	<b>428 949</b>	<b>1,4%</b>	<b>4,2%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	537 186	569 122	616 830	658 978	663 633	672 021	684 209	689 787	0,8%	4,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	228 474	232 999	224 281	247 388	247 297	250 941	261 243	260 838	-0,2%	5,4%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>47 522</i>	<i>50 094</i>	<i>50 461</i>	<i>52 735</i>	<i>52 399</i>	<i>57 094</i>	<i>57 243</i>	<i>57 100</i>	-0,2%	8,3%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>9 627</i>	<i>10 390</i>	<i>10 826</i>	<i>11 346</i>	<i>11 605</i>	<i>11 893</i>	<i>11 749</i>	<i>11 825</i>	0,6%	4,2%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>152 590</i>	<i>146 929</i>	<i>137 210</i>	<i>146 888</i>	<i>148 125</i>	<i>156 699</i>	<i>163 426</i>	<i>170 265</i>	4,2%	15,9%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>4 303</i>	<i>4 189</i>	<i>4 004</i>	<i>3 883</i>	<i>3 857</i>	<i>3 839</i>	<i>3 731</i>	<i>3 640</i>	-2,4%	-6,3%
<i>Divers</i>	<i>14 432</i>	<i>21 397</i>	<i>21 780</i>	<i>32 536</i>	<i>31 311</i>	<i>21 416</i>	<i>25 094</i>	<i>18 008</i>	-28,2%	-44,7%
<b>Total M3</b>	<b>422 744</b>	<b>463 076</b>	<b>516 981</b>	<b>533 435</b>	<b>536 844</b>	<b>530 197</b>	<b>562 959</b>	<b>603 806</b>	<b>7,3%</b>	<b>13,2%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-80 423</b>	<b>-72 016</b>	<b>-65 309</b>	<b>-80 284</b>	<b>-81 033</b>	<b>-99 885</b>	<b>-89 989</b>	<b>-71 022</b>	<b>-21,1%</b>	<b>-11,5%</b>

### Equilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-08	déc.-09	déc.-10	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	déc.-12	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>555 233</b>	<b>594 491</b>	<b>642 303</b>	<b>677 422</b>	<b>686 412</b>	<b>695 169</b>	<b>722 151</b>	<b>737 502</b>	<b>2,1%</b>	<b>8,9%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	537 186	569 122	616 830	658 978	663 633	672 021	684 209	689 787	0,8%	4,7%
Réserves obligatoires et libres	18 047	25 369	25 473	18 444	22 779	23 148	37 942	47 715	25,8%	158,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>555 233</b>	<b>594 491</b>	<b>642 303</b>	<b>677 422</b>	<b>686 412</b>	<b>695 169</b>	<b>722 151</b>	<b>737 502</b>	<b>2,1%</b>	<b>8,9%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	392 262	430 334	482 504	495 119	500 017	491 574	522 097	560 173	7,3%	13,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	57 149	60 484	61 287	64 081	64 004	68 987	68 992	68 925	-0,1%	7,6%
Excédent des opérations diverses des EC	8 082	14 135	15 169	18 630	21 441	14 223	23 127	18 495	-20,0%	-0,7%
Réescompte	17 317	17 522	18 034	19 308	19 916	20 500	17 946	18 887	5,2%	-2,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	80 423	72 016	65 309	80 284	81 034	99 885	89 989	71 022	-21,1%	-11,5%

## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>157 891,3</b>	<b>187 128,9</b>	<b>213 519,3</b>	<b>208 887,9</b>	<b>208 972,3</b>	<b>197 035,9</b>	<b>224 506,5</b>	<b>247 280,2</b>	<b>18,4%</b>	<b>10,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>101 368,7</b>	<b>116 942,3</b>	<b>122 824,7</b>	<b>120 351,2</b>	<b>116 143,0</b>	<b>111 905,5</b>	<b>118 534,4</b>	<b>125 292,1</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>55 529,4</b>	<b>69 093,7</b>	<b>89 162,8</b>	<b>87 169,7</b>	<b>91 541,7</b>	<b>83 765,2</b>	<b>104 259,2</b>	<b>119 053,0</b>	<b>36,6%</b>	<b>14,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	260,9	562,8	558,3	173,6	138,4	125,9	91,6	112,0	n.s	22,2%
Placements indexés sur les taux de marché	55 268,5	68 530,8	88 604,5	86 996,1	91 403,2	83 639,3	104 167,5	118 941,0	36,7%	14,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>52 067,0</i>	<i>62 068,5</i>	<i>82 007,9</i>	<i>81 068,1</i>	<i>84 663,4</i>	<i>77 245,6</i>	<i>95 417,7</i>	<i>106 125,6</i>	30,9%	11,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>3 201,4</i>	<i>6 462,3</i>	<i>6 596,7</i>	<i>5 928,0</i>	<i>5 785,2</i>	<i>5 200,4</i>	<i>5 200,9</i>	<i>4 525,8</i>	-23,7%	-13,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>954,7</i>	<i>1 193,3</i>	<i>3 549,0</i>	<i>8 289,7</i>	n.s	133,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>993,2</b>	<b>1 093,0</b>	<b>1 531,7</b>	<b>1 367,0</b>	<b>1 287,6</b>	<b>1 365,2</b>	<b>1 713,0</b>	<b>2 935,2</b>	<b>114,7%</b>	<b>71,3%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>991,8</i>	<i>1 081,1</i>	<i>1 492,1</i>	<i>1 336,1</i>	<i>1 256,7</i>	<i>1 334,4</i>	<i>1 680,9</i>	<i>2 897,8</i>	116,9%	72,4%
<b>Ménages</b>	<b>291 708,6</b>	<b>306 342,2</b>	<b>326 169,3</b>	<b>345 764,8</b>	<b>346 222,8</b>	<b>350 775,7</b>	<b>354 528,6</b>	<b>358 988,0</b>	<b>3,8%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>74 899,6</b>	<b>78 287,1</b>	<b>93 437,5</b>	<b>103 894,6</b>	<b>99 175,8</b>	<b>100 399,1</b>	<b>100 789,3</b>	<b>103 789,2</b>	<b>-0,1%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>135 038,1</b>	<b>133 842,4</b>	<b>124 286,7</b>	<b>131 319,0</b>	<b>134 842,8</b>	<b>137 829,4</b>	<b>140 861,0</b>	<b>141 703,7</b>	<b>7,9%</b>	<b>0,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	72 269,3	84 567,2	87 730,0	95 224,0	97 031,0	97 265,8	99 359,1	101 932,6	7,0%	2,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>56 339,5</i>	<i>68 769,4</i>	<i>71 277,5</i>	<i>77 012,5</i>	<i>78 310,3</i>	<i>77 898,6</i>	<i>79 325,9</i>	<i>80 821,3</i>	4,9%	1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>14 945,7</i>	<i>14 778,6</i>	<i>15 431,3</i>	<i>17 182,4</i>	<i>17 702,7</i>	<i>18 347,2</i>	<i>18 997,6</i>	<i>20 074,8</i>	16,8%	5,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>294,0</i>	<i>322,2</i>	<i>344,9</i>	<i>411,8</i>	<i>406,1</i>	<i>402,6</i>	<i>406,6</i>	<i>418,0</i>	1,5%	2,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>690,0</i>	<i>697,0</i>	<i>676,2</i>	<i>617,3</i>	<i>611,9</i>	<i>617,4</i>	<i>628,9</i>	<i>618,5</i>	0,2%	-1,7%
Placements indexés sur les taux de marché	62 768,8	49 275,2	36 556,7	36 095,0	37 811,8	40 563,6	41 502,0	39 771,2	10,2%	-4,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>47 913,7</i>	<i>36 732,2</i>	<i>30 134,1</i>	<i>30 537,5</i>	<i>32 981,2</i>	<i>34 799,2</i>	<i>36 620,6</i>	<i>38 443,9</i>	25,9%	5,0%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>541,1</i>	<i>285,3</i>	<i>155,1</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	-70,2%	-0,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>14 314,1</i>	<i>12 257,6</i>	<i>6 267,5</i>	<i>5 421,4</i>	<i>4 789,9</i>	<i>5 723,8</i>	<i>4 840,7</i>	<i>1 286,8</i>	-76,3%	-73,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>81 770,9</b>	<b>94 212,7</b>	<b>108 445,1</b>	<b>110 551,1</b>	<b>112 204,2</b>	<b>112 547,3</b>	<b>112 878,3</b>	<b>113 495,1</b>	<b>2,7%</b>	<b>0,5%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 238,8</i>	<i>4 125,1</i>	<i>3 932,4</i>	<i>3 784,9</i>	<i>3 768,5</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 496,0</i>	-7,6%	-2,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>56,5</i>	<i>61,0</i>	<i>68,8</i>	<i>98,2</i>	<i>88,9</i>	<i>150,8</i>	<i>148,0</i>	<i>144,2</i>	46,8%	-2,6%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>2 626,7</i>	<i>4 342,2</i>	<i>4 537,1</i>	<i>3 944,0</i>	<i>4 200,6</i>	<i>4 124,7</i>	<i>4 519,3</i>	<i>4 856,9</i>	23,1%	7,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 410,7</i>	<i>2 687,9</i>	<i>2 936,2</i>	<i>2 733,8</i>	<i>2 876,3</i>	<i>2 764,8</i>	<i>3 091,8</i>	<i>1 875,6</i>	-31,4%	-39,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>72 438,2</i>	<i>82 996,4</i>	<i>96 970,6</i>	<i>99 990,1</i>	<i>101 270,0</i>	<i>101 818,9</i>	<i>101 536,1</i>	<i>103 122,4</i>	3,1%	1,6%
<b>Autres agents</b>	<b>60 604,5</b>	<b>70 332,8</b>	<b>86 329,4</b>	<b>86 954,2</b>	<b>91 486,4</b>	<b>92 440,3</b>	<b>92 607,2</b>	<b>102 605,9</b>	<b>18,0%</b>	<b>10,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>20 222,3</b>	<b>18 949,2</b>	<b>28 961,2</b>	<b>22 255,5</b>	<b>23 283,8</b>	<b>19 152,4</b>	<b>19 884,2</b>	<b>26 606,8</b>	<b>19,6%</b>	<b>33,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>39 620,6</b>	<b>50 621,7</b>	<b>56 552,8</b>	<b>63 918,1</b>	<b>67 408,8</b>	<b>72 491,6</b>	<b>72 558,7</b>	<b>75 827,6</b>	<b>18,6%</b>	<b>4,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	3 319,9	4 772,2	4 916,2	4 160,8	4 145,2	4 226,4	4 360,1	4 155,4	-0,1%	-4,7%
Placements indexés sur les taux de marché	36 300,7	45 849,5	51 636,5	59 757,3	63 263,6	68 265,2	68 198,7	71 672,2	19,9%	5,1%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>36 255,4</i>	<i>45 803,5</i>	<i>51 590,4</i>	<i>59 702,0</i>	<i>63 213,4</i>	<i>68 222,4</i>	<i>68 191,2</i>	<i>71 664,7</i>	20,0%	5,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>761,5</b>	<b>761,9</b>	<b>815,4</b>	<b>780,6</b>	<b>793,8</b>	<b>796,3</b>	<b>164,3</b>	<b>171,5</b>	<b>-78,0%</b>	<b>4,4%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>510 204,3</b>	<b>563 803,9</b>	<b>626 018,0</b>	<b>641 606,9</b>	<b>646 681,6</b>	<b>640 251,9</b>	<b>671 642,4</b>	<b>708 874,1</b>	<b>10,5%</b>	<b>5,5%</b>
<b>Dépôts locaux</b>	<b>398 219,4</b>	<b>437 871,9</b>	<b>490 384,1</b>	<b>503 919,5</b>	<b>507 608,7</b>	<b>499 693,6</b>	<b>531 224,2</b>	<b>569 652,1</b>	<b>13,0%</b>	<b>7,2%</b>
Dépôts à vue	196 490,6	214 178,6	245 223,4	246 501,3	238 602,6	231 456,9	239 207,8	255 688,1	3,7%	6,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	64 951,6	78 803,6	81 273,3	85 974,4	87 152,8	86 735,5	88 197,3	89 399,8	4,0%	1,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>59 660,2</i>	<i>73 593,5</i>	<i>76 247,2</i>	<i>81 061,5</i>	<i>82 277,3</i>	<i>81 875,4</i>	<i>83 430,5</i>	<i>84 722,9</i>	4,5%	1,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>294,9</i>	<i>322,3</i>	<i>345,6</i>	<i>412,2</i>	<i>406,2</i>	<i>403,8</i>	<i>406,7</i>	<i>418,1</i>	1,4%	2,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>693,2</i>	<i>699,0</i>	<i>676,3</i>	<i>617,3</i>	<i>612,0</i>	<i>617,4</i>	<i>628,9</i>	<i>618,5</i>	0,2%	-1,6%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>4 245,5</i>	<i>4 127,9</i>	<i>3 935,4</i>	<i>3 784,9</i>	<i>3 768,5</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 496,0</i>	-7,6%	-2,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>56,5</i>	<i>61,0</i>	<i>68,8</i>	<i>98,2</i>	<i>88,9</i>	<i>150,8</i>	<i>148,0</i>	<i>144,2</i>	46,8%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	136 777,2	144 889,6	163 887,4	171 443,8	181 853,3	181 501,2	203 819,1	224 564,3	31,0%	10,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>136 236,1</i>	<i>144 604,3</i>	<i>163 732,3</i>	<i>171 307,7</i>	<i>180 858,0</i>	<i>180 267,2</i>	<i>200 229,5</i>	<i>216 234,1</i>	26,2%	8,0%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>541,1</i>	<i>285,3</i>	<i>155,1</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	-70,2%	-0,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>954,7</i>	<i>1 193,3</i>	<i>3 549,0</i>	<i>8 289,7</i>	n.s	133,6%
<b>Placements hors zone d'émission</b>	<b>111 984,9</b>	<b>125 932,0</b>	<b>135 633,9</b>	<b>137 687,4</b>	<b>139 072,8</b>	<b>140 558,3</b>	<b>140 418,1</b>	<b>139 222,0</b>	<b>1,1%</b>	<b>-0,9%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 200,4</i>	<i>15 287,5</i>	<i>15 935,4</i>	<i>17 467,2</i>	<i>18 019,2</i>	<i>18 721,5</i>	<i>19 344,6</i>	<i>20 440,4</i>	17,0%	5,7%
<i>dont actions</i>	<i>2 550,4</i>	<i>3 481,5</i>	<i>3 550,7</i>	<i>2 717,9</i>	<i>2 823,6</i>	<i>2 780,7</i>	<i>3 133,7</i>	<i>3 465,0</i>	27,5%	10,6%
<i>dont obligations</i>	<i>77,8</i>	<i>872,6</i>	<i>1 026,7</i>	<i>1 268,7</i>	<i>1 420,0</i>	<i>1 395,9</i>	<i>1 439,6</i>	<i>1 444,3</i>	13,8%	0,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>17 560,9</i>	<i>18 765,9</i>	<i>12 910,4</i>	<i>11 404,7</i>	<i>10 625,3</i>	<i>10 966,9</i>	<i>10 049,0</i>	<i>5 820,0</i>	-49,0%	-42,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 157,3</i>	<i>4 528,2</i>	<i>5 240,0</i>	<i>4 838,8</i>	<i>4 914,8</i>	<i>4 874,3</i>	<i>4 915,1</i>	<i>4 929,9</i>	1,9%	0,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>72 438,2</i>	<i>82 996,4</i>	<i>96 970,6</i>	<i>99 990,1</i>	<i>101 270,0</i>	<i>101 818,9</i>	<i>101 536,1</i>	<i>103 122,4</i>	3,1%	1,6%

# Les crédits à l'économie

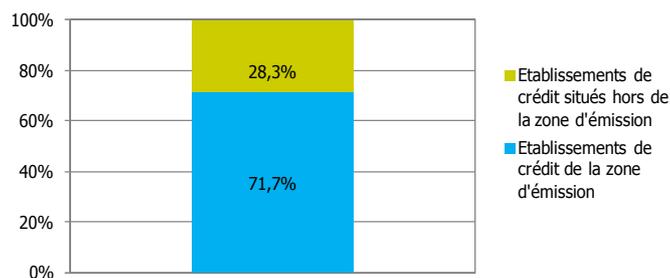
## Etablissements de crédit locaux

	Montants en millions FCFP								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	77 993,6	76 574,9	73 911,9	76 400,0	80 946,8	83 015,4	86 910,3	84 305,8	10,3%	-3,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 893,3	4 047,3	4 201,1	5 012,6	5 320,7	5 175,9	4 445,4	3 440,4	-31,4%	-22,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 021,8	44 015,7	42 249,4	41 332,0	40 086,4	40 460,8	42 663,0	44 135,3	6,8%	3,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 382,3	1 454,9	1 426,9	1 389,0	1 437,0	1 356,8	1 266,5	1 318,2	-5,1%	4,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	31 078,6	28 511,9	27 461,4	30 055,4	35 539,7	37 378,6	39 801,8	36 730,2	22,2%	-7,7%
Crédits d'investissement	137 024,6	147 026,5	159 510,5	168 178,7	168 065,3	170 602,7	173 128,1	174 773,1	3,9%	1,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	126 762,4	138 079,8	150 476,0	159 100,1	159 065,2	161 406,8	164 022,2	165 457,1	4,0%	0,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 175,3	8 676,6	9 179,9	9 185,8	9 178,9	8 928,8	8 804,1	8 661,0	-5,7%	-1,6%
<i>Crédit-bail</i>	10 262,2	8 946,7	9 034,5	9 078,6	9 000,1	9 196,0	9 105,9	9 316,0	2,6%	2,3%
Crédits à l'habitat	37 493,2	43 293,3	40 746,4	40 525,5	39 990,2	40 782,6	41 278,2	41 984,9	3,6%	1,7%
Autres crédits	6 375,0	6 972,9	11 316,2	12 719,0	12 574,6	12 471,1	14 642,1	14 962,6	17,6%	2,2%
<b>Encours sain</b>	<b>258 886,4</b>	<b>273 867,5</b>	<b>285 485,0</b>	<b>297 823,2</b>	<b>301 576,8</b>	<b>306 871,8</b>	<b>315 958,7</b>	<b>316 026,5</b>	<b>6,1%</b>	<b>0,0%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	55 240,9	56 462,8	59 111,4	61 914,0	61 616,3	62 269,9	63 352,9	63 543,7	2,6%	0,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39 537,2	41 592,6	43 899,7	47 950,4	47 573,6	48 262,1	49 457,4	49 893,0	4,1%	0,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 894,7	2 913,3	3 792,7	3 833,8	4 075,9	4 124,4	4 060,0	3 766,9	-1,7%	-7,2%
<i>Crédit-bail</i>	12 808,9	11 956,9	11 419,0	10 129,9	9 966,8	9 883,3	9 835,5	9 883,8	-2,4%	0,5%
Crédits à l'habitat	191 191,3	206 769,7	228 286,5	249 711,1	251 576,6	254 802,8	257 138,0	259 914,6	4,1%	1,1%
Autres crédits	1 288,7	1 731,4	4 494,1	5 357,2	6 095,4	5 768,2	6 272,4	6 385,9	19,2%	1,8%
<b>Encours sain</b>	<b>247 720,8</b>	<b>264 964,0</b>	<b>291 891,9</b>	<b>316 982,3</b>	<b>319 288,3</b>	<b>322 840,9</b>	<b>326 763,3</b>	<b>329 844,2</b>	<b>4,1%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	4 966,8	3 201,2	5 511,2	5 146,7	3 445,2	1 254,5	1 419,4	1 764,6	-65,7%	24,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 899,2	3 167,2	4 150,1	4 232,3	1 944,5	606,1	676,8	778,6	-81,6%	15,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	67,5	34,0	1 361,1	914,4	1 500,7	648,4	742,6	986,0	7,8%	32,8%
Crédits d'investissement	2 130,4	2 699,7	5 067,8	6 737,0	6 796,7	7 546,7	7 528,6	8 200,8	21,7%	8,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 069,4	2 553,0	4 885,7	6 573,6	6 646,4	7 372,7	7 363,6	8 039,5	22,3%	9,2%
<b>Encours sain</b>	<b>7 471,5</b>	<b>6 238,1</b>	<b>10 879,0</b>	<b>11 883,7</b>	<b>10 241,9</b>	<b>8 801,2</b>	<b>8 948,0</b>	<b>9 965,3</b>	<b>-16,1%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>9 786,1</b>	<b>9 296,7</b>	<b>12 835,1</b>	<b>15 136,5</b>	<b>14 656,1</b>	<b>14 514,0</b>	<b>13 857,9</b>	<b>15 633,4</b>	<b>3,3%</b>	<b>12,8%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>523 864,8</b>	<b>554 366,2</b>	<b>601 091,0</b>	<b>641 825,7</b>	<b>645 763,1</b>	<b>653 027,9</b>	<b>665 527,9</b>	<b>671 469,4</b>	<b>4,6%</b>	<b>0,9%</b>
Créances douteuses brutes	13 321,2	14 756,4	15 740,8	17 152,0	17 869,9	18 992,2	18 681,7	18 315,8	6,8%	-2,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	3 694,4	4 365,9	4 914,7	5 806,1	6 264,8	7 099,1	6 932,6	6 490,9	11,8%	-6,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 213,9	2 624,6	2 892,8	3 459,3	3 714,7	4 497,5	4 317,2	3 952,4	14,3%	-8,4%
<i>(dt) Ménages</i>	1 427,0	1 705,9	2 019,2	2 197,5	2 428,0	2 480,3	2 494,2	2 424,7	10,3%	-2,8%
<i>Provisions</i>	9 626,8	10 390,5	10 826,1	11 345,9	11 605,1	11 893,1	11 749,1	11 824,9	4,2%	0,6%
<b>Encours brut total</b>	<b>537 186,0</b>	<b>569 122,6</b>	<b>616 831,7</b>	<b>658 977,7</b>	<b>663 633,0</b>	<b>672 020,1</b>	<b>684 209,6</b>	<b>689 785,2</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,8%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,7%	2,8%	2,7%	2,7%	0,1 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	72,3%	70,4%	68,8%	66,1%	64,9%	62,6%	62,9%	64,6%	-1,6 pt	1,7 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions FCFP								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	78 738,4	76 574,9	76 605,0	76 468,8	81 015,6	83 247,5	87 163,5	84 621,2	10,7%	-2,9%
<i>Créances commerciales</i>	3 893,3	4 047,3	4 201,1	5 012,6	5 320,7	5 175,9	4 445,4	3 440,4	-31,4%	-22,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 021,8	44 015,7	43 442,7	41 332,0	40 086,4	40 692,9	42 916,2	44 379,0	7,4%	3,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 382,3	1 454,9	1 426,9	1 389,0	1 437,0	1 356,8	1 266,5	1 318,2	-5,1%	4,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	31 823,3	28 511,9	28 961,2	30 124,3	35 608,6	37 378,6	39 801,8	36 801,9	22,2%	-7,5%
Crédits d'investissement	194 591,5	206 214,8	213 606,8	227 189,9	227 076,5	230 640,2	240 782,6	243 402,7	7,1%	1,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	184 278,6	197 167,0	204 455,5	218 029,6	217 994,6	221 378,4	231 599,8	234 011,2	7,3%	1,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 263,0	8 786,9	9 256,0	9 274,5	9 267,6	8 928,8	8 804,1	8 661,0	-6,6%	-1,6%
<i>Crédit-bail</i>	10 312,8	9 047,8	9 151,3	9 160,3	9 081,8	9 261,8	9 182,9	9 391,5	2,5%	2,3%
Crédits à l'habitat	66 088,9	91 740,6	101 210,1	109 371,8	109 043,5	109 045,9	112 425,3	113 486,9	3,8%	0,9%
Autres crédits	7 232,4	7 482,7	11 826,0	13 063,1	12 918,6	12 778,5	14 949,5	15 250,6	16,7%	2,0%
<b>Encours sain</b>	<b>346 651,0</b>	<b>382 013,0</b>	<b>403 247,8</b>	<b>426 093,6</b>	<b>430 054,2</b>	<b>435 712,0</b>	<b>455 321,0</b>	<b>456 761,6</b>	<b>7,2%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	63 391,3	65 714,0	69 219,1	71 926,1	71 520,1	72 135,7	73 406,9	73 806,5	2,6%	0,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	47 687,5	50 843,7	54 007,2	57 962,4	57 477,3	58 127,9	59 511,4	60 155,8	3,8%	1,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 894,9	2 913,4	3 792,8	3 833,8	4 075,9	4 124,4	4 060,0	3 766,9	-1,7%	-7,2%
<i>Crédit-bail</i>	12 808,9	11 956,9	11 419,0	10 129,9	9 966,8	9 883,3	9 835,5	9 883,8	-2,4%	0,5%
Crédits à l'habitat	241 031,4	260 762,5	289 190,8	313 576,2	314 869,8	317 881,2	320 417,3	323 730,4	3,2%	1,0%
Autres crédits	1 288,7	1 731,4	4 494,1	5 441,4	6 178,2	5 768,2	6 272,4	6 385,9	17,4%	1,8%
<b>Encours sain</b>	<b>305 711,3</b>	<b>328 208,0</b>	<b>362 903,9</b>	<b>390 943,7</b>	<b>392 568,1</b>	<b>395 785,0</b>	<b>400 096,6</b>	<b>403 922,7</b>	<b>3,3%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	4 966,8	3 201,2	5 511,2	5 146,7	3 445,2	1 254,5	1 419,4	1 764,6	-65,7%	24,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 899,2	3 167,2	4 150,1	4 232,3	1 944,5	606,1	676,8	778,6	-81,6%	15,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	67,5	34,0	1 361,1	914,4	1 500,7	648,4	742,6	986,0	7,8%	32,8%
Crédits d'investissement	33 225,8	32 117,3	42 271,9	51 643,6	56 728,7	52 712,7	52 335,8	58 135,4	12,6%	11,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	33 164,9	31 970,5	42 089,8	51 480,3	56 578,4	52 538,7	52 170,7	57 974,1	12,6%	11,1%
Autres crédits	514,4	345,8	337,2	179,5	177,2	164,6	163,8	160,3	-10,7%	-2,2%
<b>Encours sain</b>	<b>39 195,5</b>	<b>36 059,6</b>	<b>48 478,4</b>	<b>56 974,8</b>	<b>60 356,1</b>	<b>54 131,8</b>	<b>53 919,0</b>	<b>60 060,2</b>	<b>5,4%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>10 022,3</b>	<b>9 731,6</b>	<b>13 941,3</b>	<b>15 438,2</b>	<b>15 272,5</b>	<b>14 771,4</b>	<b>14 525,4</b>	<b>16 068,6</b>	<b>4,1%</b>	<b>10,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>701 580,1</b>	<b>756 012,2</b>	<b>828 571,4</b>	<b>889 450,2</b>	<b>898 250,9</b>	<b>900 400,3</b>	<b>923 861,9</b>	<b>936 813,1</b>	<b>5,3%</b>	<b>1,4%</b>
<i>dont ECHZE</i>	177 714,0	201 646,0	227 480,0	247 624,0	252 487,0	247 371,0	258 333,0	265 344,0		
Créances douteuses brutes	14 212,8	15 435,4	16 544,6	18 138,4	18 922,3	19 741,2	19 340,3	19 022,2	4,9%	-1,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 586,0	5 044,9	5 718,5	6 792,6	7 316,1	7 848,1	7 591,2	7 197,3	6,0%	-5,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 650,7	2 895,3	3 157,7	3 761,2	4 015,7	4 497,5	4 317,2	3 952,4	5,1%	-8,4%
<i>(dt) Ménages</i>	1 881,7	2 114,2	2 558,1	2 882,0	3 178,3	3 229,2	3 152,8	3 131,1	8,6%	-0,7%
<i>Provisions</i>	9 626,8	10 390,5	10 826,1	11 345,9	11 606,2	11 893,1	11 749,1	11 824,9	4,2%	0,6%
<b>Encours brut total</b>	<b>715 792,8</b>	<b>771 447,6</b>	<b>845 116,0</b>	<b>907 588,6</b>	<b>917 173,2</b>	<b>920 141,4</b>	<b>943 202,2</b>	<b>955 835,3</b>	<b>5,3%</b>	<b>1,3%</b>
Taux de créances douteuses	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,1%	2,1%	2,1%	2,0%	0,0 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	67,7%	67,3%	65,4%	62,6%	61,3%	60,2%	60,7%	62,2%	-0,4 pt	1,4 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : mars 2013